

- l'accès à la technologie, principalement par des voies commerciales;
- les débouchés offerts à nos produits; et
- une participation générale des Canadiens aux avantages de la production des ressources.

Le rôle important joué par ces facteurs dans notre développement a fait du Canada un pays tourné vers l'extérieur, un pays où le volume de l'exportation par habitant est élevé et un pays qui dépend lourdement du commerce avec l'étranger. Il nous a également persuadés qu'une circulation internationale raisonnablement libre des éléments de la production -- capitaux, matières, équipement ou technologie -- est d'une importance cruciale pour l'industrialisation et le relèvement des niveaux de vie.

Notre expérience ne nous a jamais portés à croire qu'il y a des solutions simples aux problèmes du développement ou des formules peu compliquées qui garantiront la justice dans les relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Notre scepticisme à l'égard des solutions simples s'est trouvé confirmé à la suite des efforts que nous avons déployés, au Canada, afin de réduire les écarts économiques existant entre certaines régions et de concilier les intérêts divergents des zones industrialisées et des régions productrices de matières premières au Canada. Ce problème infiniment compliqué doit être abordé de diverses manières si l'on veut aboutir à des résultats.

Je puis offrir l'assurance, toutefois, que le Canada a grand intérêt à voir régner des marchés stables et un régime des prix raisonnable pour les matières premières renouvelables et non renouvelables, y compris les denrées alimentaires.

- Nous appuyons les ententes internationales sur les produits dans lesquelles exportateurs et importateurs se trouvent représentés.
- Nous sommes en faveur de l'établissement d'organes qui veilleront à ce que les décisions des sociétés multinationales soient conformes aux intérêts nationaux des pays dans lesquels elles opèrent.
- Nous défendons le droit des pays importateurs de capitaux de définir les conditions d'acceptation des investissements étrangers. C'est ce que nous faisons au Canada.
- Nous estimons qu'il est de l'intérêt légitime des pays producteurs de matières premières de valoriser leurs ressources.